

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 25 septembre 2024
(Convocation du 19 septembre 2024)

Aujourd'hui, le 25 septembre 2024 à 11h00, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	8 8
Présents <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	6 6
Pouvoirs <ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés		
Pour		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	6 6	
Contre		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	
Abstention		
<ul style="list-style-type: none">• Nombre• Voix	0 0	

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, M. Paul Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Étaient excusés :

Mme Céline Salles, M. Thierry Carrère

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre

Rapporteur : M. Paul Carrère, Président



OBJET : Conventions - Risques fluviaux - Amélioration de la performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade - Convention de délégation de maîtrise d'ouvrage du Département des Landes pour la réalisation des travaux sur la RD817

Exposé des motifs :

Le quartier du Sablot à Peyrehorade est régulièrement exposé au risque d'inondations des gaves réunis. Le syndicat mixte du bas Adour maritime, compétent en matière de GEMAPI, a déposé auprès des services de l'État un dossier de classement du système d'endiguement du Sablot. Le niveau de protection est établi pour la Q15 (niveau de crue fréquent, probabilité de survenance d'un sur quinze dans l'année) et le SMBAM a souhaité augmenter le niveau de protection jusqu'à la crue d'occurrence vicennale (Q20).

Pour ce faire, par voie de convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI, le SMBAM a confié à l'Institution Adour la maîtrise d'ouvrage des travaux d'amélioration de la performance du système d'endiguement.

Ces travaux se traduisant principalement par la reprise du profil en long de la route départementale 817 au droit du carrefour de Sorde-l'Abbaye, il convient également que le Département des Landes, gestionnaire de cet axe de circulation, délègue sa maîtrise d'ouvrage sur son domaine public pour la réalisation des travaux.

La présente délibération a donc pour objet de valider la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée entre le Département des Landes et l'Institution Adour afin de pouvoir réaliser les travaux d'amélioration de la performance du système d'endiguement du Sablot sur le domaine public départemental (RD817).

Vu la délibération n°2024_CS_24 en date du 17 juillet 2024 approuvant la fiche programme n°40 du programme d'actions 2024 de l'Institution Adour relative à l'amélioration de la performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade,

Vu la délibération n°2024_B_54 en date du 17 juillet 2024 approuvant la convention de délégation d'une partie de la compétence GEMAPI entre le syndicat mixte du bas Adour maritime et l'Institution Adour,

Considérant la demande de classement du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes de la convention de maîtrise d'ouvrage déléguée à intervenir entre le Département des Landes et l'Institution Adour nécessaire à la réalisation des travaux d'amélioration de la performance du système d'endiguement du Sablot à Peyrehorade et telle que présentée en annexe,
- d'autoriser le président à la signer,
- d'autoriser le président à signer les documents et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution.



Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération.

Fait et délibéré le 25 septembre 2024 à Mont-de-Marsan,

Le Président,
Paul CARRÈRE



DÉPARTEMENT DES LANDES

**Route départementale
n° 817 du PR 14+500 au PR 15+310**

Commune de Peyrehorade

Travaux de reprise de profil en long

Transfert temporaire de la maîtrise d'ouvrage du Département

CONVENTION

Entre les soussignés :

Le Département des Landes, représenté par son Président, Monsieur Xavier FORTINON, dûment autorisé par délibération n° D-_/ de la Commission Permanente du 27 septembre 2024,

désigné ci-après par « le Département »
d'une part,

et

L'Institution Adour, représentée par son Président, Monsieur Paul CARRERE, agissant au nom et pour le compte de l'Institution Adour, en vertu des pouvoirs qui lui ont été délégués par délibération n° _____ du _____,

désignée ci-après par « l'Institution Adour »
d'autre part,

Il a été convenu ce qui suit :

Préambule :

Le Syndicat Mixte Bas Adour Maritime (SMBAM) est titulaire de la compétence de gestion des milieux aquatiques et de prévention des inondations (GEMAPI) sur le territoire concerné par cette convention en vertu de ses statuts arrêtés le 18 mai 2020, ainsi que le transfert de la compétence GEMAPI de la Communauté de Communes du Pays d'Orthe et Arrigans (CCPOA) vers le SMBAM par délibération en date du 3 mars 2020.

La section de la route départementale n° 817 située entre la mairie de Peyrehorade (PR 15+310) et le passage à niveaux en direction de Pau (PR 14+500) a aussi une fonction de digue et remplit un usage autre que celui de voirie, à savoir la prévention des inondations et submersions. A ce titre, il convient de permettre au gestionnaire du système d'endiguement d'intervenir sur l'ouvrage afin de réaliser les opérations nécessaires à cet autre usage.



Le propriétaire d'une digue est tenu de mettre cette dernière à disposition de l'autorité Gemapienne en application des dispositions de l'article L. 566-12-1 I du Code de l'environnement.

Aussi, la section de la route départementale n° 817 située entre la Mairie de Peyrehorade et le passage à niveaux en direction de PAU, se doit donc d'intégrer le système d'endiguement dit du « Sablot » en tant qu'ouvrage dit « contributif » et doit être mis à disposition du SMBAM, compétent en matière de défense contre les inondations.

Cette mise à disposition a été formalisée par convention entre le SMBAM et Département en date du 26 juillet 2024.

Le diagnostic du système d'endiguement complet du « Sablot » a été réalisé par le bureau d'études de la Compagnie d'Aménagement des Coteaux de Gascogne (CACG) et a révélé que :

- la RD n° 817 possède un point bas en altimétrie au niveau du carrefour avec la RD n° 29 fixé à 6.25m NGF actuellement,
- l'ensemble du corps de l'ouvrage ne présente pas de désordre particulier.

Aussi des travaux de reprise du profil en long de la RD n° 817 doivent être réalisés afin de rendre caduque le premier point et d'augmenter la protection du quartier du Sablot contre les inondations des gaves réunis d'une occurrence Q16 à Q20.

Dans ce but, le SMBAM a délégué sa maîtrise d'ouvrage à l'Institution Adour afin de réaliser les études et travaux nécessaires à la réhausse du profil en long de la RD n° 817.

Par ailleurs, afin que l'Institution Adour puisse mener à bien son opération, il convient que le Département propriétaire lui transfère temporairement sa maîtrise d'ouvrage au travers de la présente convention formée de la convention elle-même ainsi que de ses annexes (désignée ci-après la convention). Tous ces documents ont la même valeur juridique.

ARTICLE 1 - OBJET

Par la présente convention, le Département autorise l'Institution Adour à réaliser l'aménagement de la route départementale (RD) numéro 817 sur le territoire de la Commune de Peyrehorade.

Par ailleurs, en application de la réglementation en vigueur, le Département transfère de manière temporaire, sa qualité de maître de l'ouvrage à l'Institution Adour pour la réalisation des travaux décrits à l'article 2 ci-après.

L'Institution Adour sera seule compétente pour mener l'ensemble des procédures nécessaires à la réalisation de l'opération.

En conséquence, l'Institution Adour aura seule la qualité de maître d'ouvrage pour l'ensemble des travaux désignés ci-dessus.

ARTICLE 2 - PROGRAMME ET DÉLAIS

2.1 – Programme

L'Institution Adour s'engage à réaliser à sa charge, sur l'emprise du domaine public départemental, la totalité des travaux nécessaires à la réalisation de l'opération, dans le strict respect du programme validé par le Département.

Les travaux consistent à rehausser le profil en long de la RD 817 afin de pallier l'existence d'un point bas en altimétrie au niveau du carrefour avec la RD 29 qui



compromet l'efficacité de sa fonction digue qui doit assurer la protection des personnes et des biens contre les inondations et les submersions des gaves réunis. Ces travaux seront exécutés conformément aux règles de l'art et aux prescriptions techniques du Département.

2.2 - Délais

L'Institution Adour s'engage à remettre au Département l'ouvrage réalisé, au plus tard à l'expiration d'un délai d'un an à compter de la notification de la présente convention, sauf si l'ouvrage n'a pas fait l'objet d'une réception conformément aux conditions précisées à l'article 6.2.

Dans ce cas l'ouvrage restera à la charge de l'Institution Adour.

Ce délai sera éventuellement prolongé des retards dont l'Institution Adour ne pourrait être tenue pour responsable.

Il convient de noter que la réalisation de ces travaux est susceptible d'engendrer un décalage des travaux réalisés sous maîtrise d'ouvrage du Département et qu'à ce titre l'Institution Adour s'engage à minimiser l'impact de ces travaux sur le calendrier de ceux menés potentiellement par le Département.

ARTICLE 3 - MODE DE FINANCEMENT ET FONDS DE COMPENSATION DE LA TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE

L'Institution Adour s'engage à assurer le financement total de l'opération.

A cet effet, avant tout commencement des travaux, l'Institution Adour prendra une délibération pour engager les crédits correspondants.

Conformément à l'article L. 1615-2 du Code Général des Collectivités Territoriales, les dépenses engagées par l'Institution Adour pour un montant estimé à 203 042,00 € hors taxes (HT), soit 243 650,40 € toutes taxes comprises (TTC), lui ouvriront droit à l'attribution du fonds de compensation de la taxe sur la valeur ajoutée.

ARTICLE 4 - MISSIONS DE L'INSTITUTION ADOUR

L'Institution Adour a en charge les éléments suivants :

- 1) définition des conditions administratives et techniques selon lesquelles l'ouvrage sera réalisé,
- 2) libération des emprises nécessaires à la réalisation de l'opération y compris les contraintes éventuelles résultant de la présence de réseaux,
- 3) préparation du choix des entrepreneurs, des fournisseurs et des bureaux de contrôles et de coordination,
- 4) signature et gestion des marchés correspondants,
- 5) versement de la rémunération des entreprises, des fournisseurs et des bureaux de contrôles et de coordination,
- 6) réception des travaux,
- 7) gestions financière et comptable de l'opération,
- 8) gestion administrative.

Et d'une manière générale tous actes nécessaires à l'exercice de ces missions.



ARTICLE 5 - POLICE DU CHANTIER

Pour permettre la réalisation des travaux, l'Institution Adour veillera à mettre en œuvre les mesures de police nécessaires au bon déroulement des travaux.

Pendant la réalisation des travaux, l'Institution Adour sera entièrement responsable des dommages pouvant intervenir de ce fait.

ARTICLE 6 - CONTRÔLES ADMINISTRATIF ET TECHNIQUE

Le Département se réserve le droit d'effectuer à tout moment, sur sa domanialité, les contrôles techniques et administratifs qu'il estime nécessaires. L'Institution Adour rendra donc le Département destinataire de tous les dossiers concernant l'opération.

Le Département sera convié aux réunions de chantier et sera destinataire des comptes rendus correspondants. L'Unité Territoriale Départementale, service gestionnaire de la route départementale, vérifiera le respect de la réglementation en vigueur en matière de signalisation.

Toutefois, le Département ne pourra faire ses observations qu'à l'Institution Adour et en aucun cas aux titulaires des contrats passés par celle-ci.

6.1 - Règles de passation des contrats

Pour la passation des contrats nécessaires à la réalisation de l'opération, l'Institution Adour est tenue d'appliquer les règles figurant au dernier décret relatif aux marchés publics.

6.2 - Accord sur la réception des ouvrages

L'Institution Adour est tenue d'informer le Département avant d'engager les opérations de réception de l'ouvrage.

A l'issue des opérations de réception, l'Institution Adour établira la décision de réception et la notifiera à l'entreprise ; copie en sera notifiée au Département.

La réception de l'ouvrage emportera transfert à l'Institution Adour de l'entretien de l'ouvrage en l'attente de sa remise au Département.

Le transfert de l'ouvrage au Département ne concerne pas les parties de chaussée non traitées en enrobé (pavages, résines ...), ni les équipements en éclairage public, en arrosage, et aménagements paysagers, qui restent à la charge de l'Institution Adour laquelle sera en charge de les remettre à la commune ou la communauté des communes.

ARTICLE 7 - REMISE DE L'OUVRAGE AU DEPARTEMENT - ACQUISITIONS FONCIERES - LIBERATION DES EMPRISES

7-1 - Remise de l'ouvrage au Département

Les ouvrages, à l'exception des équipements en éclairage public et en arrosage, sont remis au Département, après réception définitive de l'ensemble des travaux notifiée aux entreprises.

La procédure de remise effective de l'ouvrage est matérialisée par un procès-verbal signé par les deux parties, et accompagné d'un dossier comprenant les documents de recollement des travaux exécutés (plan général, profils en long, profils en travers, structure de chaussée, positionnement des réseaux ...), et les résultats de l'ensemble des contrôles extérieurs garantissant leur conformité.



7- 2 – Acquisitions foncières - libération des emprises

L'Institution Adour assure, le cas échéant, l'acquisition des terrains et les rétrocède au Département pour un euro au moment de la remise au Département prévue à l'article 7.1. Elle prend à sa charge les frais de construction et reconstruction de clôture, d'actes administratifs et de géomètre, nécessaires au transfert de propriété.

Elle assure également la libération des emprises y compris les contraintes éventuelles résultant de la présence de réseaux.

ARTICLE 8 - GESTION ET ENTRETIEN DES AMÉNAGEMENTS

Les conditions de gestion et d'entretien des aménagements sont traitées dans la convention en date du 26 juillet 2024 de mise à disposition de la route départementale 817 / Digue du Sablot en tant qu'ouvrage dit « contributif » et définition des modalités d'intervention des gestionnaires passée entre le Syndicat Mixte du Bas Adour Maritime et le Département.

D'autre part, pour ce qui relève de la période d'effet de la présente convention, l'Institution Adour assurera l'instruction des réclamations et de tous les recours éventuels relatifs à la réalisation des aménagements objets de la présente, émanant des riverains et des usagers de la RD n° 817.

ARTICLE 9 - MESURES COERCITIVES - RÉSILIATION

1 - Si l'Institution Adour est défaillante, et après mise en demeure infructueuse, le Département peut résilier la présente convention sans indemnité pour l'Institution Adour.

2 - Dans le cas où le Département ne respecte pas ses obligations, l'Institution Adour, après mise en demeure restée infructueuse, a droit à la résiliation de la présente convention.

3 - Dans le cas de non-obtention des autorisations administratives pour une cause autre que la faute de l'Institution Adour, la résiliation peut intervenir à l'initiative de l'une ou l'autre des parties.

4 - Dans les trois cas qui précèdent, la résiliation ne peut prendre effet qu'un mois après notification de la décision de résiliation.

ARTICLE 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 - Durée de la convention

La présente convention entrera en vigueur à compter de la date effective de commencement des travaux d'aménagement et prendra fin à la date de la signature du procès-verbal attestant de la remise de l'ouvrage sans réserve.

10.2 - Assurances –Responsabilités

L'Institution Adour devra, dans le mois qui suivra la notification de la présente convention, fournir au Département la justification de :

- l'assurance qu'elle doit souscrire au titre de l'article L. 241.2 du Code des Assurances,
- l'assurance garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités qui lui incombent.

L'Institution Adour assumera les responsabilités inhérentes à la qualité de maître de l'ouvrage jusqu'à la remise complète au Département des ouvrages réalisés.



A ce titre, l'Institution Adour est réputée gardienne de l'ouvrage, à compter de la réception des ouvrages et jusqu'à la remise effective des ouvrages au Département.

10.3 - Capacité d'ester en justice

L'Institution Adour pourra agir en justice pour le compte du Département jusqu'à la signature du procès-verbal sans réserve, aussi bien en tant que demandeur que défendeur. L'Institution Adour devra, avant toute action, demander l'accord du Département.

ARTICLE 11 - LITIGES

Les litiges susceptibles de naître à l'occasion de la présente convention seront portés devant les tribunaux compétents du lieu d'exécution de l'opération.

ARTICLE 12 - SIGNATURES

La présente convention est établie en deux exemplaires originaux.

Fait à Mont-de-Marsan, le
Pour le Département,

Fait à Mont-de-Marsan,
Pour l'Institution Adour,

Xavier FORTINON
Président du Conseil départemental

Paul CARRERE
Président